

Saint-Etienne, le vendredi 4 septembre 2015



## COMMUNIQUE DE PRESSE

---

MAURICE VINCENT

---

SENATEUR DE LA LOIRE

### **Accueil des réfugiés : une situation d'urgence humanitaire pour l'Europe, une organisation rapide et cohérente à mettre en place, une pédagogie à renforcer**

L'afflux de réfugiés chassés par les guerres et les crises humanitaires explose à la face du monde, de l'Europe, de la France.

Chacun sait que le retour de la paix, l'éradication de la barbarie et le développement économique réel des pays d'origine seront les seules solutions durables. La France y travaille, y prend sa part, mais l'ampleur de la déstabilisation des régions concernées ne laisse guère de doute sur le temps nécessaire pour y parvenir dans le cadre des coopérations internationales indispensables.

L'honneur de notre pays est de conduire et de participer à une politique européenne d'accueil rapide et digne de populations en danger de mort. Il doit le faire d'une façon responsable, en refusant la démagogie et l'irresponsabilité qui laissent croire que tout est possible partout et sans limite.

Cette politique d'accueil maîtrisée doit s'accompagner d'une planification rationnelle et de pédagogie.

En effet, personne ne peut ignorer l'état de l'opinion, dont une partie est malheureusement prête à succomber aux sirènes de l'égoïsme et du repli sur soi (voir les dernières enquêtes) quitte à s'asseoir sur la honte. C'est pourquoi il est indispensable de prévoir une répartition ciblée des centres d'accueil. Nous devons en particulier veiller à ne pas ajouter la misère à la misère dans les territoires les plus

#### CONTACT :

---

PERMANENCE  
PARLEMENTAIRE  
06.11.95.62.45



affectés par la crise, les difficultés sociales et de vie collective.

Un effort de pédagogie active s'impose, dans le même temps, auprès de tous les français. Il est évident, en effet, que la peur, la réticence, l'opposition frontale de certains de nos compatriotes à cette politique d'accueil est directement liée aux craintes nées de l'affirmation récente et visible, dans notre pays, de conceptions intégristes de l'Islam.

Il faut donc avancer rapidement sur cette question, dans la continuité des actions entreprises après le 11 janvier. En allant plus vite et plus loin, en intensifiant le dialogue avec les associations pour tracer, dans tous les secteurs de la vie sociale, ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas dans notre société laïque.

En répondant ainsi à une exigence mondiale et morale, nous pourrons en même temps espérer ramener davantage de sérénité dans notre pays.